



À L'ÉCOLE VAUVENARGUES, entre le quartier de la Goutte d'Or et Montmartre, des parents exigent que la carte scolaire soit respectée.

## Le mélange se cultive dès l'élémentaire

À Vauvenargues, un établissement scolaire public du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, classé en Rep, ce sont des parents d'élèves, groupés en collectif, qui veillent au grain. Ils refusent les ghettos pour riches ou pour pauvres...

« **A**llez, les enfants, tout le monde en boule ! », lance Caroline Jarraud, enseignante en CE1-A. Aussitôt, les 22 élèves de la classe s'éparpillent aux quatre coins du préau. « Quand la musique commencera, vous vous lèverez très lentement et découvrirez vos mains. » Un silence relatif s'installe. Les premières notes de Goran Bregović viennent à peine de s'échapper du lecteur CD que déjà une petite au premier rang s'agite dans tous les sens. « Doucement, Aïssata ! Tu vas beaucoup trop vite ! », freine l'institutrice.

### REFUSER LES DÉROGATIONS

Ainsi s'écoulent les heures à Vauvenargues, une école élémentaire publique tout ce qu'il y a de plus classique, située à deux pas de la porte de Saint-Ouen, entre la Goutte d'Or et les contreforts plus chics de Montmartre, dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Les 239 élèves inscrits y apprennent à lire, à écrire et à compter, jouent à la marelle ou au ballon à la récré et puis de temps en temps, chahutent. « Comme dans tous les établissements scolaires », assure Pierre Guini, le directeur, en poste depuis 12 ans. Sauf qu'ici on est en réseau

d'éducation prioritaire, et que le moindre incident vous ruine une réputation. « Il y a deux ans, un petit groupe de CM2 s'amusait à semer la terreur dans l'enceinte de l'école », raconte Valérie Damielville, une maman d'élève, directrice d'une petite agence de communication. « Le fils d'un de mes voisins s'est même fait agresser. Depuis, certains habitants du quartier sont convaincus que la violence, ici, est quotidienne alors que ce n'était qu'un cas isolé. Du coup, ils ne sont pas très enclins à y inscrire leurs enfants... »

« CE N'EST PAS PARCE QUE CERTAINS SONT RICHES ET D'AUTRES PAUVRES QU'ON NE DOIT PAS ÊTRE AMIS. C'EST L'AMITIÉ QUI COMPTE. »

Pour veiller à préserver une vraie mixité sociale, la mairie du XVIII<sup>e</sup> assure refuser systématiquement toutes les demandes de dérogation qui ne sont pas justifiées. Mais la plupart des familles connaissent les arguments à faire valoir... La solution est donc à chercher ailleurs. En l'occurrence dans la communication auprès des familles. « Nous appartenons à un groupe

scolaire qui accueille les enfants de la petite section à la troisième, raconte Pierre Guini. Chaque année, depuis trois ans, la directrice de la maternelle, la principale du collège et moi-même organisons une réunion commune où les parents peuvent échanger. L'idée n'est pas de les convaincre de rester, mais de chasser les idées reçues. »

Un combat relayé au quotidien par les membres d'Apprendre ensemble, un collectif de parents ayant des enfants scolarisés dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement. Juriste de formation, Véronique Bernex Eschalié a trois garçons de 9, 5 et 2 ans. « À l'origine, mes enfants allaient à l'école des Cloÿs, qui accueillait essentiellement des catégories favorisées, explique-t-elle. Nous ne l'avons pas vraiment choisie, c'était notre école de rattachement. » La question du choix de l'établissement s'est posée au moment de leur déménagement en 2012. « La logique voulait que l'on mette nos enfants à Vauvenargues, juste en face de chez nous. Mais nous avons des retours négatifs de la part des parents. » Perplexe, Véronique a donc mené sa petite enquête. « On n'évoquait jamais des problèmes d'apprentissage ou d'insécurité, résume-t-elle. On nous parlait d'un climat dégradé, sans livrer de faits précis. » Alors elle a décidé de tenter le pari.

#### DES MÉDIATEURS DANS CHAQUE CLASSE

Pour Véronique, il n'y a pas que des inconvénients à privilégier l'établissement de secteur. « En Rep, les classes sont moins surchargées, et les équipes pédagogiques souvent beaucoup plus investies. » « La mixité sociale, c'est aussi à nous, enseignants, de l'inventer », témoigne ainsi Caroline Jarraud, qui exerce en Rep depuis 16 ans. « Ici, par exemple, on essaie de pousser les bons éléments en leur proposant de réaliser du travail supplémentaire ou de faire du tutorat auprès des moins bons pour développer des réflexes de solidarité. »

L'équipe a également mis en place, il y a deux ans, un système de médiateurs dans chaque classe. « Chaque semaine, un élève volontaire, identifiable par un gilet jaune, est chargé de désamorcer les conflits dans la cour de récréation et à la cantine, ou quand il n'y parvient pas, d'alerter un adulte », précise Emmanuel Gilardoni, enseignant en CM1-B. Cette semaine, c'est Younès et Coumba qui s'y collent dans sa classe. Et ils prennent leur rôle très à cœur. « On est tous des humains », rappelle la fillette au sourire malicieux. « Ce n'est pas parce que certains sont riches et d'autres pauvres qu'on ne doit pas être amis. C'est l'amitié qui compte. »

Le pari de la mixité n'est toutefois pas encore gagné : la grande majorité des élèves sont issus des classes populaires. Ainsi, sur les 165 inscrits à la cantine, 75 règlent entre 0,13 € et 1,62 € le repas, ce qui signifie que leur quotient familial ne dépasse pas 548 €. Et 7 payent entre 4,89 € et 7 €, ce qui correspond à un quotient familial supérieur ou égal à 1900 €. Preuve qu'il y a encore du chemin à parcourir avant que la devise « Liberté, égalité, fraternité » qui trône sur le fronton des écoles devienne plus qu'un slogan. **ÉLODIE CHERMANN**

Pour cette ancienne experte auprès de la Commission européenne, les solutions peuvent venir notamment du niveau local.

## « La fracture sociale face à l'école est trop forte »

LA VIE. A-t-on mesuré les effets de la mixité à l'école ?

**CATHERINE MOISAN.** Aujourd'hui parmi les 7000 collègues – publics et privés –, 70 accueillent 82 % de population défavorisée, et 70 autres, moins de 3 %. L'enquête Pisa 2012 a démontré que nous sommes le pays où le poids de l'origine sociale sur la réussite scolaire des élèves est le plus fort de tout l'OCDE. La concentration d'élèves socialement défavorisés nuit encore plus à leur réussite. Il nous faut absolument essayer de rétablir un minimum d'équité entre élèves.



JEREMY JUNG/IGNATIUS POUR LA VIE

**A contrario, dans les établissements favorisés, l'absence de mixité permet-elle de mieux réussir ?**

**C.M.** Les études montrent qu'il n'y a pas d'effet significatif de la mixité sur la réussite scolaire des élèves d'origine sociale favorisée, ou des bons élèves. La seule exception repérée par les chercheurs est celle d'établissements où il n'y a pas de continuité sociale : si vous mélangez de très bons élèves avec de

très faibles, les premiers réussissent moins bien. Si on regarde les effets de la mixité en termes de cohésion sociale et de citoyenneté, tous les élèves sans exception y gagnent !

**Alors que les bénéfices de la mixité sont attestés, les résistances demeurent... Que faire ?**

**C.M.** Obliger les parents est vain. Les décisions venues d'en haut ont leurs limites : sans un travail de discussion et de recherche de consensus avec les usagers et les professionnels, cela ne fonctionnera pas. Il faut convaincre, donner du sens ! Cela passe par l'information des familles populaires d'abord. Celle des parents plutôt favorisés aussi, avec parallèlement la mise en place de projets pédagogiques présentant la mixité comme un plus. L'arrivée d'enfants défavorisés dans le collège de leurs enfants ne crée pas nécessairement de nivellement par le bas. Il va se passer des tas de choses, les enseignants vont continuer à être exigeants.

**Les mouvements de parents peuvent-ils changer la donne ?**

**C.M.** C'est au niveau local que les choses peuvent bouger. Si des groupes de familles se mobilisent comme dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris ou à Montpellier, cela peut peser sur la composition générale des établissements, rassurer d'autres familles. Mais convaincre les parents n'est pas le seul moyen d'agir. Il faut activer beaucoup de leviers en même temps et en fonction du territoire. Du côté des collectivités locales, notamment, qui peuvent faire preuve d'inventivité en matière de sectorisation et du côté de l'État en matière d'affectation. Se pose aussi la question de la contribution de l'enseignement privé. Des pays comme les Pays-Bas ou le Royaume-Uni nous montrent qu'on peut lutter contre la ségrégation sans secteurs, via un système de quotas à l'inscription, c'est donc possible ! **INTERVIEW AURÉLIE SOBOCINSKI**

